



Mouvement Luites Solidarités Travail

Rue Pépin, 27 • B - 5000 Namur
tél : 081-22.15.12
federation@mouvement-LST.org
www.mouvement-LST.org

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames, Messieurs,
Chers amies et amis,

C'est au nom des militantes et militants des mouvements Luites-Solidarités-Travail, ATD Quart-Monde, Le Front commun des SDF, Le Pivot Culturel d' Etterbeek, la Rochelle de Roux, ainsi que de la plateforme Associations21 pour un développement durable que je tiens à remercier les parlementaires de Wallonie pour cette invitation à nous rassembler devant la dalle posée ici, sur les murs du parlement .

Nous remercions aussi les membres des associations, des institutions et des écoles qui nous rejoignent aujourd'hui et qui ont accepté d'héberger dans leurs locaux nos personnages témoins de la transparence, de l'inexistence citoyenne imposées aux plus pauvres.

C'est pour témoigner de la vie de tous ceux et celles qui luttent au quotidien pour survivre dans des conditions inhumaines que nous sommes rassemblés ici.

Des personnes osent parler en leur nom et au nom de tous les autres qui ne sont pas ici, qui n'imaginent pas que leurs conditions d'existence déplorables puissent changer.

**On nous rend transparents,
mais nous résistons chaque jour à la misère**

Ces dernières années, nous avons mis en évidence une série de pratiques et de législations qui contribuent à rendre de plus en plus de personnes inexistantes, hors de la vue et des répertoires, hors de la cité.

Ces législations, qui poussent une part croissante de personnes et de familles dans une insécurité d'existence toujours plus profonde, nous les avons dénoncées au cours des années 2014, 2015 et 2016.

- Ces deux dernières années, les exclusions des allocations de chômage pour des milliers de personnes. Tout ceci relève de décisions des pouvoirs publics.

- Une insécurité d'existence pour de nombreuses familles dont des enfants sont placés pour des raisons de pauvreté.
- Une répression de la mendicité.
- Une augmentation des conditions pour obtenir des aides du CPAS qui fragilisent de plus en plus de personnes.
- Tous ceux et celles qui fuient les violences et la misère subies dans d'autres pays. Ils se retrouvent ici, sans papiers, sans revenu, à vivre à la rue, dans les bois. Parfois tolérés, souvent pourchassés.
- Un Plan wallon de lutte contre la pauvreté qui ne nous convient pas

Pour mettre en lumière ces situations de vie "d'êtres inexistant", "d'êtres transparents", le mouvement LST a organisé depuis l'été une campagne de diffusion avec des personnages "transparents" dispersés à travers les villes et villages de Wallonie.

Une partie de ces personnages est revenue à Namur aujourd'hui pour représenter tous ceux et celles qui ne peuvent pas être là pour témoigner de leurs luttes et de leurs espérances.

Inexistence, non droit, qui pousse hors de la cité

Pouvons-nous parler de citoyenneté de seconde zone ou simplement faire le constat terrible que, ici comme ailleurs, les plus pauvres échappent à ce concept d'appartenance qu'est la "citoyenneté".

Une transparence totale de l'ensemble de l'existence

Pour les plus pauvres, tous les faits et gestes doivent être connus et répertoriés soigneusement dans les rapports sociaux, dans les dossiers de demande d'un logement, d'une aide sociale, pour justifier la composition du ménage, obtenir une bourse d'étude...

Tout oubli dans ce qu'il faut mettre au jour sera considéré comme une tentative de fraude et dès lors, c'est l'arme alimentaire qui exerce une pression inouïe sur les personnes, les familles.

Comment se loger seul ou en famille, se nourrir, se soigner si demain, on supprime les aides reçues actuellement au motif d'un oubli interprété comme une tentative de "fraude sociale", ou encore parce que les législations changent ?

Aborder la misère et la pauvreté telles qu'elles sont produites dans nos sociétés de plus en plus inégalitaires à travers ce point de vue de la transparence permet de mettre au jour deux faces d'une même médaille.

D'une part, les pauvres sont rendus transparents, inexistant par diverses conditionnalités qui les poussent hors du droit et hors "les murs". C'est la misère, on y survit, on se cache.

D'autre part, il leur est imposé de se mettre à nu, de rendre transparent la totalité de leur vie, comme une indispensable condition pour "exister" à travers diverses formes d'aides, d'assistances ou de solidarités.

Des personnes osent parler en leur nom et au nom de tous les autres qui ne sont pas ici, qui n'imaginent pas que leurs conditions d'existence déplorables puissent changer.

Ce sont des analyses qui s'enracinent dans la vie imposée aux plus pauvres que des militantes et militants vont partager avec nous.

Octobre 2016